



PETITE

entreprise

VOL. 5, n° 1, mai 2003

<http://strategis.gc.ca/trimestrielPME>

GRANDES *tendances*

- Au Canada, les petites entreprises ont créé plus de 221 000 emplois, soit 47 % du nombre net d'emplois créés entre le quatrième trimestre de 2001 et le trimestre correspondant de 2002.
- Selon le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, le nombre total d'entreprises commerciales¹ au Canada s'établissait à 2 204 782 en décembre 2002, en hausse de 0,7 % par rapport au chiffre record enregistré en décembre 2001.
- Le pays comptait 2,39 millions de travailleurs indépendants au quatrième trimestre de 2002, soit une augmentation de 4,1 % par rapport aux 2,30 millions enregistrés au trimestre correspondant de 2001. En examinant les données sur 12 mois, on constate qu'en 2002, il y avait environ 36 000 travailleurs indépendants de plus qu'en 2001.
- On a enregistré 2 152 faillites commerciales au cours du dernier trimestre de 2002, soit une baisse de 20,6 % par rapport au trimestre correspondant de 2001. Le passif lié aux faillites commerciales a baissé de 57,3 % au quatrième trimestre de 2002 par rapport au trimestre correspondant de 2001, pour s'établir à 854 millions de dollars.
- Les prêts en cours consentis aux entreprises² par les banques à charte ont totalisé 93,4 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2002, en baisse de 0,5 % par rapport au trimestre précédent. Les prêts de faible valeur (de moins de 500 000 \$) se chiffraient à 18,7 milliards de dollars, soit 20 % de l'ensemble des prêts consentis aux entreprises au dernier trimestre de 2002.

¹ Les entreprises commerciales sont des établissements qui comptent au moins un employé rémunéré et dont le chiffre d'affaires annuel est d'au moins 30 000 \$, ou des établissements qui sont constitués en personne morale et ont produit une déclaration fédérale d'impôt sur le revenu des sociétés au moins une fois au cours des trois dernières années. Elles comprennent les entreprises de type indéterminé et les entreprises comptant au moins un employé. Les entreprises de type indéterminé sont des entreprises, constituées en personne morale ou non, qui ne comptent aucun employé. Elles constituent environ la moitié de toutes les entreprises commerciales du *Registre des entreprises*.

² Sont exclus les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles, les engagements des clients au titre d'acceptations et les autres prêts commerciaux.

DE PLUS EN PLUS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS VIVENT À L'EXTÉRIEUR DES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES

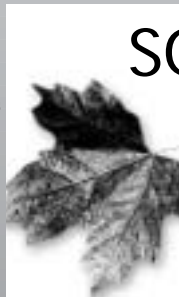
Les dernières données de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada présentent la répartition des employés et des différentes catégories d'employés indépendants¹ dans les régions métropolitaines ou non métropolitaines. (Statistique Canada définit une région métropolitaine de recensement, ou RMR, comme un territoire formé d'une ou de plusieurs municipalités adjacentes situées autour d'un noyau urbain comptant au moins 100 000 habitants; pour être incluses dans une RMR, les municipalités doivent avoir un degré d'intégration élevé avec le noyau urbain, degré déterminé selon le navetage). Le tableau 1 présente la répartition des travailleurs dans les RMR et à l'extérieur des RMR pour 1992 et 2002².

Entre 1992 et 2002, le taux de croissance annuel moyen composé pour les travailleurs indépendants s'établissait à 2 %, ce qui est similaire au taux de 1,9 % enregistré pour les employés. Cependant, parmi les employés, le taux de croissance dans les régions métropolitaines était bien plus

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

<i>Création d'emplois</i>	3
<i>Faillites commerciales</i>	5
<i>Coup d'œil sur l'économie</i>	5
<i>Travail indépendant</i>	6
<i>Financement</i>	7
<i>Faits nouveaux</i>	8





(suite de la page 1)

élevé (2,3 %) qu'à l'extérieur de ces régions (0,9 %). Par contre, le travail indépendant a connu une croissance plus rapide à l'extérieur des régions métropolitaines (3,1 %) que dans ces régions (0,2 %). En fait, pour 12 des 15 dernières années, le taux de croissance annuel du travail indépendant dans les régions non métropolitaines a été plus élevé que dans les régions métropolitaines.

Entre 1992 et 2002, les taux de croissance ont beaucoup varié tant dans les régions métropolitaines que non métropolitaines, et ce, dans les cinq catégories de travailleurs indépendants. Dans la catégorie connaissant la croissance la plus rapide, c'est-à-dire les travailleurs indépendants dont l'entreprise est constituée en société et qui ne comptent aucune aide rémunérée, la croissance a été très élevée dans les régions métropolitaines et non métropolitaines (8,8 et 8,9 % respectivement). Pour les travailleurs indépendants dont l'entreprise n'est pas constituée en société et qui ne comptent aucune aide rémunérée, la croissance annuelle moyenne est bien plus élevée à l'extérieur des régions métropolitaines (4,4 %)

que dans les régions métropolitaines (0,3 %). Pour les travailleurs indépendants dont l'entreprise n'est pas constituée en société mais qui comptent une aide rémunérée, la croissance a chuté de 2,6 % dans les régions métropolitaines mais s'est accrue de 0,4 % dans les régions non métropolitaines. Le nombre de travailleurs familiaux non rémunérés, quoique très petit, a régressé abruptement de 9,2 % par an dans les régions métropolitaines alors qu'il ne diminuait que de 0,1 % dans les régions non métropolitaines. La croissance annuelle composée pour les propriétaires actifs d'entreprises constituées en société avec aide rémunérée a augmenté davantage dans les régions métropolitaines (1,3 %) que dans les régions non métropolitaines (où elle a baissé de 0,1 %).

Le graphique 1 montre qu'entre 1992 et 2002, de plus en plus de travailleurs indépendants vivaient à l'extérieur des régions métropolitaines comparativement aux employés. En 2002, 66 % des travailleurs indépendants vivaient en dehors des régions métropolitaines comparativement à 28 % des employés.

Tableau 1 : Catégorie de travailleurs, par région métropolitaine et non métropolitaine, 1992 et 2002 (en milliers)

Catégorie de travailleurs	Employés Total	Travailleurs indépendants					Travailleurs familiaux non rémunérés
		Avec aide rémunérée			Sans aide rémunérée		
		Total	Constitué en société	Non constitué en société	Constitué en société	Non constitué en société	
1992							
Toutes les régions	10 840,7	1 919,3	493,6	320,2	140,1	899,1	66,3
RMR	7 515,0	776,3	143,7	146,4	38,5	395,7	52,1
À l'extérieur des RMR	3 325,8	1 143,0	349,9	173,8	101,6	503,5	14,2
Pourcentage à l'extérieur des RMR	31 %	60 %	71 %	54 %	73 %	56 %	21 %
2002							
Toutes les régions	13 065,8	2 346,0	511,0	292,4	327,7	1 181,1	33,9
RMR	9 433,8	794,1	163,8	112,0	89,6	408,8	19,9
À l'extérieur des RMR	3 632,0	1 551,9	347,2	180,4	238,1	772,3	14,0
Pourcentage à l'extérieur des RMR	28 %	66 %	68 %	62 %	73 %	65 %	41 %
Croissance 1992-2002							
Toutes les régions	1,9	2,0	0,3	-0,9	8,9	2,8	-6,5
RMR	2,3	0,2	1,3	-2,6	8,8	0,3	-9,2
À l'extérieur des RMR	0,9	3,1	-0,1	0,4	8,9	4,4	-0,1

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale pour Industrie Canada.

Remarque : Les taux de croissance présentés correspondent aux taux de croissance annuels moyens composés de 1992 à 2002.

RMR = région métropolitaine de recensement.

(suite à la page 3)

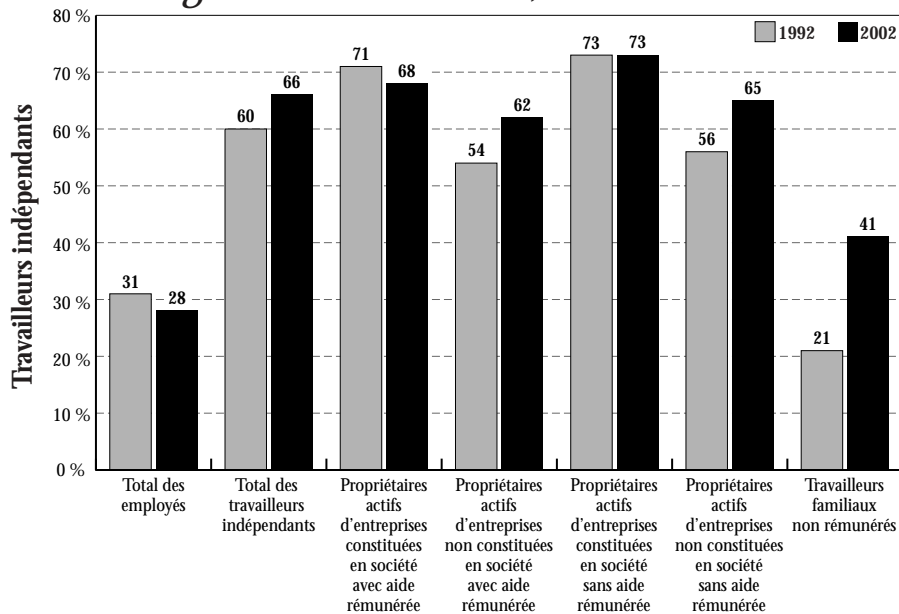
(suite de la page 2)

Cela ne signifie pas pour autant que le travail indépendant soit un phénomène purement rural, puisque de nombreuses régions non métropolitaines comprennent des centres urbains tels que des petites villes. Néanmoins, les données montrent clairement qu'en chiffres absolus et selon les taux de croissance, le travail indépendant est principalement un phénomène non métropolitain et qu'entre 1992 et 2002, les travailleurs indépendants se sont de plus en plus concentrés à l'extérieur des régions métropolitaines.

¹ L'Enquête sur la population active distingue cinq catégories de travailleurs indépendants : propriétaires actifs d'entreprises constituées en société avec ou sans aide rémunérée, propriétaires actifs d'entreprises non constituées en société avec ou sans aide rémunérée et travailleurs familiaux non rémunérés.

² Les données sur les régions métropolitaines de recensement sont calculées à partir de celles de l'Enquête sur la population active.

Graphique 1 : Travailleurs indépendants vivant à l'extérieur des régions métropolitaines, par catégorie de travailleurs, 1992 et 2002



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilation spéciale pour Industrie Canada, 1992 et 2002.

CRÉATION *d'emplois*

Des données de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (EERH)¹ de Statistique Canada indiquent que près de 473 000 emplois rémunérés ont été créés entre le quatrième trimestre de 2001 et le trimestre correspondant de 2002. Comme on le voit au tableau 2, les emplois créés

par les petites entreprises (qui comptent moins de 100 employés) représentent près de la moitié des nouveaux emplois. Cependant, la contribution des petites entreprises à la création d'emplois nets a progressivement régressé depuis le quatrième trimestre de 2001.

Tableau 2 : Variation trimestrielle nette de l'emploi rémunéré, sur 12 mois, selon la taille de l'entreprise, Canada, de 2001 à 2002

Trimestre	Variation totale nette		% de la contribution à la variation totale nette selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%, sur 12 mois	Emplois, sur 12 mois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T1 2001	3,7	446 733	10,1	1,0	8,1	6,0	25,2	10,9	3,5	14,4	60,4
T2 2001	2,8	350 595	2,0	8,5	13,0	12,0	35,5	10,6	2,6	13,2	51,3
T3 2001	1,8	224 453	31,0	1,2	17,0	15,7	64,9	-0,3	-0,8	-1,1	36,3
T4 2001	1,0	125 105	34,2	35,3	34,3	13,7	117,5	-17,9	-37,8	-55,7	38,2
T1 2002	0,9	115 078	-6,9	28,9	41,5	36,1	99,5	-7,1	-24,8	-31,9	32,4
T2 2002	1,7	221 503	-0,7	4,3	36,4	37,5	77,5	13,9	-16,0	-2,1	24,6
T3 2002	2,9	376 159	-0,9	1,5	23,7	25,2	49,5	16,5	-8,5	8,0	42,5
T4 2002	3,7	472 965	-1,1	2,6	22,1	23,3	46,8	13,0	-2,0	11,0	42,2

Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures, décembre 2002.

(suite à la page 4)



(suite de la page 3)

Au dernier trimestre de 2002, la forte croissance a porté à près de 300 000 le nombre moyen d'emplois créés au cours de l'année.

Comme on le constate au tableau 3, le plus gros gain au niveau de l'emploi est attribuable aux petites entreprises (comptant entre 20 et 99 employés) et aux grandes entreprises (comptant plus de 500 employés),

qui ont été à l'origine de 55 et 38 % du nombre total d'emplois créés, respectivement. Les très petites entreprises (comptant moins de 5 employés) et les entreprises de taille moyenne (comptant entre 300 et 499 employés) ont subi des pertes d'emplois. Ce sont les entreprises de taille moyenne qui ont été les plus durement touchées, avec la disparition de plus de 26 000 emplois.

Tableau 3 : Variation annuelle nette de l'emploi rémunéré, sur 12 mois, selon l'industrie et la taille de l'entreprise, 2001-2002

Industrie	Variation totale nette		Variation totale nette selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%, sur 12 mois	Emplois, sur 12 mois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
Exploitation forestière*	-18	-14 136	80	-3 327	-2 604	-1 846	-7 696	-2 297	-	-	-
Exploitation minière, gazière et pétrolière	1	1 143	242	427	713	430	1 812	1 202	-2 325	-1 123	454
Services publics	1	1 261	-68	4	649	284	869	1 017	-379	638	-247
Construction	7	38 916	1 932	11 638	10 293	4 529	28 392	3 609	193	3 802	6 721
Fabrication	1	14 108	-1 884	-2 165	4 804	5 262	6 017	4 258	-990	3 268	4 822
Commerce de gros	2	13 698	-641	195	7 762	4 332	11 648	6 344	-1 957	4 387	-2 336
Commerce de détail	4	61 224	-326	-3 624	14 099	19 611	29 759	19 179	-5 016	14 162	17 302
Transport et entreposage	0	-887	-350	1 137	1 350	2 751	4 888	2 316	-3 468	-1 152	-4 623
Industrie de l'information et industrie culturelle	1	5 023	-161	-46	446	-607	-367	-4 187	-1 767	-5 954	11 344
Finance et assurances	2	13 197	-679	271	2 890	160	2 642	2 621	713	3 333	7 222
Services immobiliers et services de location et de location à bail	6	12 126	-976	1 371	2 661	3 050	6 107	1 242	-1 159	83	5 936
Services professionnels, scientifiques et techniques	3	16 305	-366	6 372	7 798	2 668	16 472	-3 070	-64	-3 134	2 967
Gestion de sociétés et d'entreprises*	6	5 389	-100	-129	368	1 068	1 207	416	-	-	-
Services administratifs et services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	7	35 492	511	2 826	5 035	3 666	12 038	6 700	1 119	7 819	15 636
Services d'enseignement	1	10 181	316	293	1 159	452	2 219	-2 325	1 945	-380	8 343
Soins de santé et assistance sociale	3	42 971	-139	5 847	11 785	5 936	23 430	-1 349	-4 407	-5 756	25 296
Arts, spectacles et loisirs	4	9 404	84	55	1 843	3 138	5 119	-454	274	-181	4 465
Hébergement et services de restauration	2	15 582	-211	-10 767	1 332	23 640	13 995	7 360	-3 941	3 419	-1 832
Autres services (sauf les administrations publiques)	3	13 697	-1 618	4 472	8 119	4 045	15 018	-603	-2 767	-3 370	2 047
Administrations publiques	0	1 738	-272	310	40	-198	-119	-5 507	-1 968	-7 475	9 332
Total pour le Canada	2	296 426	-4 621	15 160	80 540	82 369	173 449	36 471	-26 346	10 126	112 853

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, décembre 2002.

*Les données se rapportant aux entreprises qui comptent 300 employés ou plus sont supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux des catégories de taille et de l'industrie.

(suite à la page 5)

(suite de la page 4)

On a relevé cette tendance dans toutes les industries, sauf l'exploitation forestière, qui a perdu des emplois dans presque toutes les catégories de taille. Quatre industries ont été à l'origine de plus de 60 % du nombre total d'emplois créés. Celles-ci étaient, par ordre de contribution, le commerce de détail, les soins de santé et l'assistance sociale, la construction, et les services administratifs et services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement. Trois des quatre principales industries créatrices d'emplois comptaient également parmi les cinq principales industries où les petites entreprises étaient en plein essor (l'exception étant l'industrie des services administratifs et services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement). Les petites entreprises évoluant dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques et dans celui des autres services ont également grandement amélioré la situation de l'emploi.

¹ Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires. Les données sur l'emploi selon la taille de l'entreprise excluent également les entreprises non classifiées.

FAILLITES *commerciales*

On a enregistré 2 152 faillites commerciales au Canada au quatrième trimestre de 2002, soit à peu près le même nombre qu'au trimestre précédent (2 151). Le nombre de faillites sur 12 mois a diminué de 20,6 % entre le quatrième trimestre de 2001 et le trimestre correspondant de 2002.

Au quatrième trimestre de 2002, le passif lié aux faillites a atteint 854 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 4,1 % par rapport au trimestre précédent. On a observé de fortes hausses dans les industries de l'exploitation forestière et de la foresterie, de la pêche et du piégeage, et de la fabrication. Cependant, la baisse du passif lié aux faillites dans les industries des communications, du commerce de détail, des finances, de l'assurance et de l'agriculture a annulé ces hausses.

Au quatrième trimestre de 2002, le niveau du passif lié aux faillites a chuté de 57,3 % par rapport au trimestre correspondant de 2001.

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données au 26 mars 2003

Produit intérieur brut (PIB) réel. Le PIB réel a connu une croissance modérée à un taux annualisé de 1,6 % au quatrième trimestre de 2002 comparativement à 3,6 % au trimestre précédent. Malgré le ralentissement de la croissance, le PIB réel a progressé de 3,4 % en 2002, par rapport à 2,4 % aux États-Unis. La forte progression de la demande intérieure (3,8 %) attribuable en grande partie à des hausses des dépenses de consommation (4,4 %) et des investissements résidentiels (11,3 %) a alimenté la croissance au quatrième trimestre. Cette hausse a été en partie contrebalancée par les baisses des exportations réelles (-8,0 %) et des investissements des entreprises (-1,5 %). Les profits des entreprises ont augmenté pour le quatrième trimestre consécutif, enregistrant une hausse de 11,5 %, et la forte création d'emplois a entraîné une croissance du revenu personnel, qui est passée de 3,4 % au troisième trimestre à 5,3 % au trimestre suivant.

Données sur le PIB mensuel. Selon ces données, l'économie a perdu de sa vigueur vers la fin de 2002, le PIB réel affichant une augmentation modeste de 0,1 % en décembre, égalant ainsi la hausse enregistrée en novembre. Il s'agit de la 15^e augmentation consécutive. La bonne tenue de la demande des consommateurs et des industries minière, pétrolière et gazière est en grande partie responsable de cette croissance. La production dans le secteur des biens a augmenté de 0,1 % en décembre, après avoir stagné en novembre. Le secteur tertiaire a connu un ralentissement vers la fin du trimestre : la hausse du PIB réel mensuel a reculé, passant de 0,4 % en octobre à 0,1 % en novembre, et le PIB est demeuré inchangé en décembre.

Perspectives économiques. La récente faiblesse économique associée aux préoccupations qui subsistent concernant la guerre en Irak a des conséquences sur les perspectives économiques et les analystes ont dû réviser à la baisse leurs perspectives de croissance pour les États-Unis et le Canada. L'enquête du *Consensus Forecast* a révisé les perspectives de croissance du PIB des États-Unis pour 2003, pour la ramener à 2,4 % et celle du Canada à 2,9 %, soit un recul de 0,3 % par rapport aux prévisions établies il y a trois mois. La plupart des analystes s'attendent toutefois à un regain de croissance au cours du deuxième semestre de 2003, le Canada demeurant en tête du G-7 pour ce qui est de la croissance de la production.

Dépenses de consommation. Les dépenses de consommation ont progressé de 4,4 % au quatrième trimestre, en hausse comparativement à 1,6 % au troisième trimestre, et ce, dans toutes les grandes catégories de produits et services. Les dépenses liées aux biens durables ont connu un regain au quatrième trimestre, attribuable à la demande de véhicules automobiles, d'ameublement et d'électroménagers. Les dépenses liées aux services de transport ont également augmenté, tout comme les dépenses énergétiques en raison du temps relativement froid.

Investissement dans l'habitation. L'investissement dans l'habitation et l'activité dans ce secteur ont continué d'augmenter, alors que l'investissement résidentiel faisait un bond de 11,3 % au quatrième trimestre après avoir enregistré une hausse de 16,3 % au trimestre précédent. Les mises en chantier ont atteint leur plus haut niveau depuis 1990.

Investissement des entreprises dans les machines et le matériel. Cet investissement a reculé de 0,4 % au quatrième trimestre, la seule baisse trimestrielle enregistrée en 2002, après avoir augmenté de 4,6 % au troisième trimestre. Les gains enregistrés dans les machines industrielles, les ordinateurs et les logiciels n'ont pas réussi à compenser la baisse des dépenses des entreprises liées aux véhicules automobiles et la chute de plus de 10 % de l'investissement dans le matériel de télécommunication. En 2002, l'investissement dans les machines et le matériel a régressé de 2,4 %, après une baisse similaire en 2001.

Bénéfices des sociétés. Les bénéfices des sociétés ont progressé de 11,5 % au quatrième trimestre, après avoir enregistré une hausse de 10,4 % au trimestre précédent. Les bénéfices des sociétés se sont redressés au premier semestre de l'année et ont augmenté de 6,2 % en 2002. Les profits se trouvent maintenant à 0,1 % à peine en deçà du niveau record atteint au premier trimestre de 2001. Les profits plus élevés dans les secteurs de la fabrication, du pétrole et du gaz et de la vente au détail ont dominé les gains au quatrième trimestre.

Compte courant. Le compte courant a affiché un excédent pour la 12^e fois de suite (3,3 milliards de dollars) au quatrième trimestre de 2002, bien qu'il soit

(suite à la page 7)



TRAVAIL *indépendant*

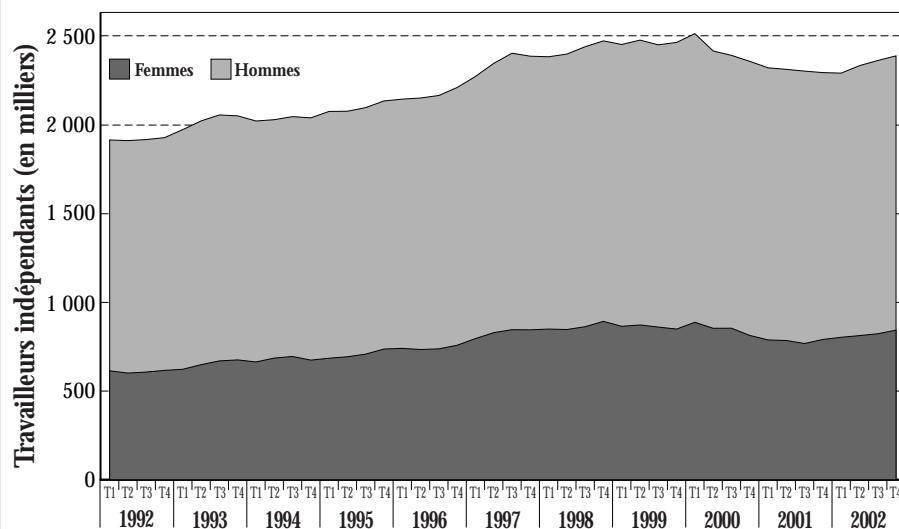
Selon l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, le nombre de travailleurs indépendants s'élevait à 2,39 millions au quatrième trimestre de 2002 (nombre calculé d'après les moyennes mensuelles désaisonnalisées). Il s'agit d'une hausse de 4,1 % par rapport au trimestre correspondant de 2001 et de la troisième hausse trimestrielle consécutive du travail indépendant.

Le graphique 2 présente les tendances du travail indépendant au Canada selon le sexe de 1992 à 2002. Depuis 1992, le nombre de travailleurs indépendants a augmenté progressivement, pour atteindre un record de 2,52 millions au premier trimestre de 2000. Il s'agissait d'une hausse de 30 % par rapport au trimestre correspondant de 1992. Le travail indépendant a ensuite diminué constamment

tout au long de 2000 et de 2001, et n'a repris une tendance à la hausse qu'au début de 2002.

Au quatrième trimestre de 2002, le nombre de travailleurs indépendants de sexe masculin s'établissait à 1,55 million, soit 65 % de l'ensemble des travailleurs indépendants; au même trimestre, on comptait 843 500 travailleuses indépendantes. Leur proportion a progressé lentement au cours des dix dernières années, passant de 32 % au quatrième trimestre de 1992 à 35 % au trimestre correspondant de 1995. Elle a atteint un niveau record de 36 % au quatrième trimestre de 1998 pour baisser légèrement à 35 % au trimestre correspondant de 2002.

Graphique 2 : Nombre de travailleurs indépendants, selon le sexe, données désaisonnalisées, 1992-2002, par trimestre



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale pour Industrie Canada, 1992 et 2002.

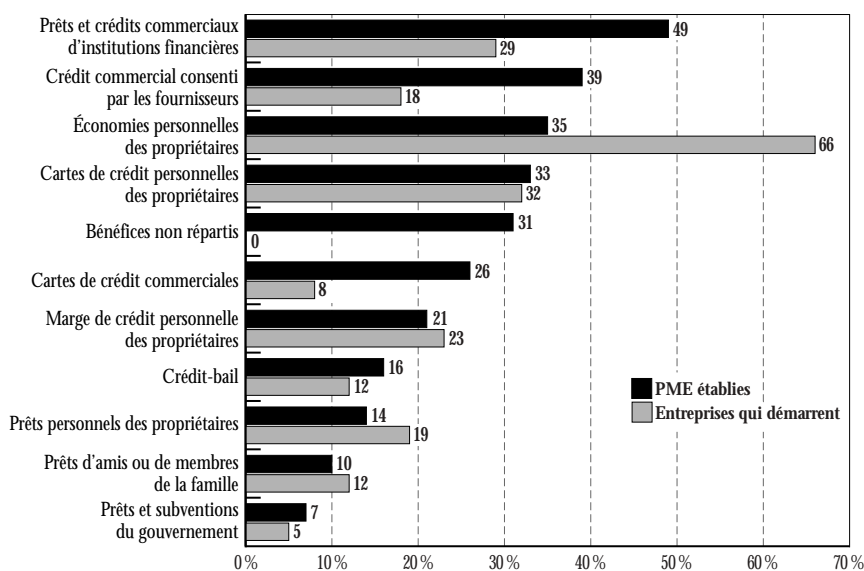
FINANCEMENT

Sources de financement utilisées par les PME établies et les entreprises qui démarrent

Aux diverses étapes de leur développement, les petites et moyennes entreprises (PME) choisissent parmi un éventail de sources de financement. Le graphique 3 présente les sources de financement utilisées par les entreprises établies et celles qui démarrent, à l'aide des données provenant de la récente enquête menée par Statistique Canada auprès de plus de 11 000 PME au pays. L'Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises de 2000 a été réalisée dans le cadre du Programme de recherche sur le financement des PME, initiative conjointe de collecte de données menée par Statistique Canada, Industrie Canada et le ministère des Finances Canada.

Les sources traditionnelles de financement, comme l'emprunt auprès des institutions financières et des sociétés de crédit-bail et le recours au crédit commercial, sont celles que privilégient les entreprises établies. Près de la moitié des PME établies ont contracté un emprunt commercial auprès d'une institution financière et 39 % ont recours au crédit commercial pour financer leurs activités. Cependant, les sources personnelles de financement demeurent relativement courantes parmi ces entreprises. Plus d'un tiers d'entre elles utilisent les économies personnelles (35 %) et un tiers, les cartes de crédit personnelles (33 %) comme sources de financement.

Graphique 3 : Sources de financement utilisées par les PME établies et les entreprises qui démarrent



Source : Statistique Canada, Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises, 2000.

(suite de la page 5)

inférieur de 0,9 milliard de dollars à l'excédent du trimestre précédent. Les exportations ont ralenti, réduisant l'excédent sur marchandises de 0,5 milliard de dollars pour le faire passer à 13,2 milliards de dollars. Le déficit au titre des services a régressé de 0,3 milliard de dollars pour s'établir à 1,8 milliard de dollars. Le déficit relatif au revenu d'investissement ne s'est accru que de 0,7 milliard de dollars pour se chiffrer à 8,4 milliards de dollars en raison des rentrées de revenu stables, tandis que le paiement de dividendes aux investisseurs directs étrangers augmentait de 0,6 milliard de dollars. L'excédent sur les transferts courants a atteint 285 millions de dollars. L'excédent courant est passé du chiffre record de 30 milliards de dollars en 2001 à 17,3 milliards en 2002, en raison d'une baisse des exportations tandis que les importations enregistrèrent une hausse et que les dividendes touchés par les investisseurs directs canadiens pour leurs investissements à l'étranger régressaient de 2,3 milliards de dollars.

Enquête sur la situation des entreprises (janvier). Selon l'Enquête, les fabricants se montraient légèrement plus optimistes quant aux niveaux de production pour le premier trimestre, tout en demeurant prudents. Quatre-vingts pour cent des producteurs s'attendaient à ce que le niveau de production demeure le même ou augmente, et 85 % des producteurs ont déclaré que leur effectif demeurerait le même ou augmenterait. Les producteurs étaient moins satisfaits des nouvelles commandes et de leurs carnets de commandes au premier trimestre de 2003. Seulement 15 % d'entre eux considéraient que leurs stocks étaient trop élevés.

Emploi. L'emploi a connu une forte croissance en février. Le nombre d'emplois a augmenté de 55 000, dont la moitié était des emplois à temps plein. Depuis le début de l'année, 53 000 emplois ont été créés, contre 560 000 au cours de la même période en 2002. Le taux de chômage est demeuré stable à 7,4 % en février, en baisse d'à peine 0,6 % par rapport au niveau record de 8 % enregistré en décembre 2001. La bonne conjoncture économique a encouragé un nombre accru de Canadiens à se joindre à la population active, si bien que le taux de chômage n'a pas baissé autant qu'on aurait pu s'y attendre par suite de la création d'emplois.

En février, le taux d'activité sur le marché du travail au Canada avait atteint un niveau record.

Indice des prix à la consommation (IPC).

L'IPC a augmenté de 4,6 % en février, soit une légère hausse par rapport au taux de 4,5 % enregistré en janvier. Le taux d'inflation de base - cible de la politique monétaire - exclut les éléments de l'IPC dont le prix est très volatil et les impôts indirects. Le taux d'inflation de base est passé de 3,3 % en janvier à 3,1 % en février, demeurant toutefois au-dessus de la fourchette cible officielle de 1-3 %.

Banque du Canada. Le 6 mars, la Banque du Canada a augmenté les taux d'intérêt pour la première fois depuis juillet 2002. Inquiète de la persistance d'un taux d'inflation élevé, elle a majoré de 0,25 % le taux au jour le jour, pour le porter à 3 %. Aux États-Unis, la Réserve fédérale n'a pas modifié le taux des fonds fédéraux, qui demeurerait à 1,25 % en mars, adoptant ainsi une attitude attentiste compte tenu de la grande incertitude associée à la guerre en Irak.

Dollar canadien. La valeur du huard, qui était à 0,63 \$US à la fin de 2002, a grimpé à plus de 0,68 \$US en mars, son niveau le plus élevé depuis 2000. Cette reprise a été provoquée par l'affaiblissement de la devise américaine, la conjoncture économique plus favorable et les taux d'intérêts plus élevés au Canada qu'aux États-Unis, ainsi que l'augmentation des prix des produits de base.

La rubrique « Coup d'œil sur l'économie » est préparée par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada. Veuillez faire part de vos commentaires à Joseph Macaluso, par téléphone au (613) 954-3495 ou par courriel à l'adresse macaluso.joseph@ic.gc.ca

(suite à la page 8)

(suite de la page 7)

L'absence d'antécédents établis en matière de crédit et l'insuffisance de biens à utiliser comme garantie désavantagent les entreprises qui démarrent, au chapitre de l'accès aux sources de financement traditionnelles. Par conséquent, quatre des cinq sources de financement les plus courantes au stade du démarrage sont les formes de financement personnelles. Comme on le voit au graphique 3, les économies personnelles (66 %) constituent la source la plus souvent utilisée par les entreprises qui démarrent, suivie par les cartes de crédit personnelles (32 %). L'utilisation des économies personnelles est plus de deux fois plus courante que celle des prêts commerciaux, ce qui témoigne de l'importance des économies personnelles des propriétaires à l'étape du démarrage d'une entreprise.

Les sources de financement personnelles sont également employées au-delà de l'étape du démarrage, que ce soit par choix ou par nécessité. On ne sait pas si cette dépendance entrave la capacité des propriétaires de faire prospérer leur entreprise.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Veillez faire parvenir vos commentaires au rédacteur :

Prichya Sethchindapong
Courriel : sethchindapong.prichya@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : (613) 954-5494
Télécopieur : (613) 954-5492
Site Web : <http://strategis.gc.ca/recherchepe>

Autorisation de reproduction.
Sauf indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en totalité ou en partie et par tout moyen, sans frais et sans autre autorisation d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée dans le but d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit identifié comme étant la source de l'information et que la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle de l'information reproduite ni comme ayant été faite en association avec Industrie Canada ou avec l'approbation de celui-ci.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (copyright.droitdauteur@communication.gc.ca).

ISSN 1205-9099

53933B



Contient 10 p. 100
de matières recyclées

FAITS *nouveaux*

Mise à jour des Principales statistiques relatives aux petites entreprises

Le prochain numéro des *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* devrait paraître au début de mai. Il comprend des statistiques qui aideront à répondre à quatre questions sur des sujets nouveaux : Les travailleurs indépendants travaillent-ils plus d'heures que les employés? Combien de chefs de petites entreprises sont des femmes? Les PME innovent-elles autant que les grandes entreprises? Combien de petites entreprises ont recours au commerce électronique?

Lancé en 2001 pour répondre à la demande, *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* est mis à jour deux fois par an.

On le retrouve dans la section « Statistiques » du site Web Recherche et politique de la petite entreprise, à <http://strategis.ic.gc.ca/SSGF/rd00033f.html>

Rencontre des responsables des petites entreprises

Les fonctionnaires fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables de la politique sur les petites entreprises se sont réunis à Toronto les 3 et 4 avril 2003. En plus d'assurer le suivi des priorités relevées au cours de la réunion de l'an dernier, les participants ont examiné et analysé une série de questions et d'initiatives ayant trait aux petites entreprises au Canada. Les discussions portaient sur quatre thèmes : la compréhension de la croissance des entreprises, l'élaboration de données, l'amélioration du contexte commercial, et l'entrepreneuriat et le développement de la petite entreprise.

Les participants ont trouvé des plus utiles l'échange d'information sur la recherche, l'élaboration de politiques et les programmes. La réunion pourrait stimuler la coopération sur des questions comme l'élaboration de données et les déterminants de la croissance.

Note de la rédaction

Le présent numéro du *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* comporte deux changements. Premièrement, la publication ne renfermera plus de section régulière sur les prêts aux entreprises. Les données sur ce sujet seront maintenant présentées à la section « Grandes tendances » sur la page de couverture. Deuxièmement, la section « Financement par capitaux propres » a été rebaptisée « Financement » et portera sur les faits nouveaux relatifs au financement par capitaux propres et par emprunt des petites entreprises.